

L'évaluation environnementale

L'évaluation
environnementale vise à
une amélioration de la
prise en compte de
l'environnement dans les
documents d'urbanisme
au travers d'une
démarche plus structurée.

Elle implique également
une information renforcée
du public. Elle place la
collectivité en
responsabilité vis-à-vis
de l'intégration des enjeux
environnementaux dans
son document
d'urbanisme.

1. L'évaluation environne- mentale

2. Evaluation environnementale : démarche et procédure

3. Champ d'application en urbanisme

- PLUi tenant lieu de SCoT ou de PDU
- PLU et PLUi ne tenant pas lieu de SCoT ou de PDU

4. Evaluation environnementale : "droits et devoirs" de chaque acteur

- Collectivité, maître d'ouvrage
- Préfet de département/région "autorité environnementale" (DREAL)
- Préfet de département (DDT et autres services de l'Etat)
- Public

5. Paysage réglementaire



La directive européenne n° 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement a été transposée dans le droit français par l'ordonnance n° 2004-489 du 3 juin 2004. Cette transposition a conduit à soumettre certains documents d'urbanisme à la procédure d'évaluation environnementale, telle que définie aux articles L.121-10 et suivants du code de l'urbanisme.

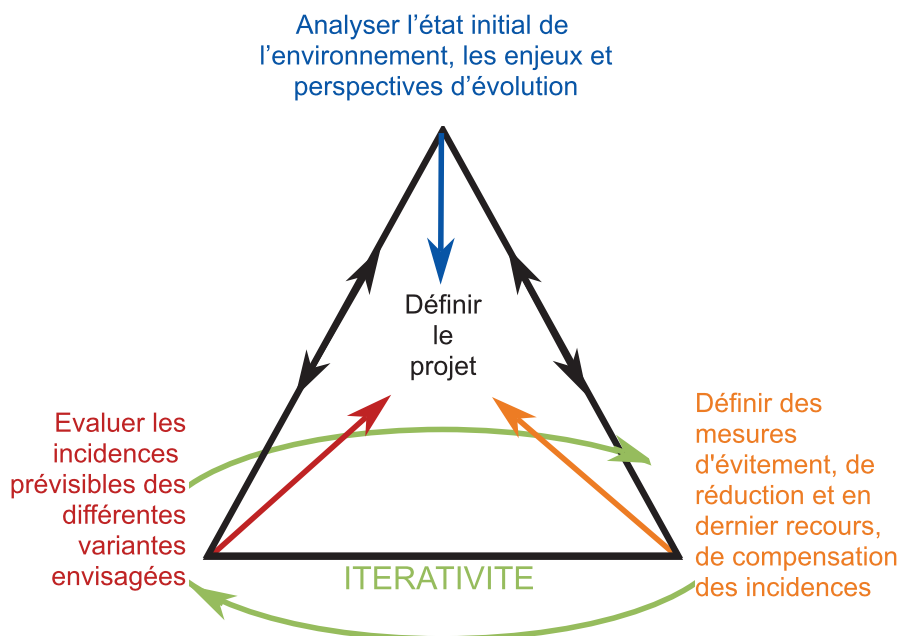
Dans sa mise en œuvre lors de l'élaboration du document d'urbanisme, la démarche d'évaluation environnementale doit être itérative, ce qui permet, à chaque étape de conception et dans une démarche de progrès continu, d'évaluer les

incidences des choix sur l'environnement et d'adapter ces choix effectués en conséquence, de façon à supprimer, réduire ou à défaut compenser, les effets dommageables potentiels.

Dans sa traduction dans le rapport de présentation, l'évaluation environnementale fournit à la collectivité, maître d'ouvrage, l'occasion d'exprimer qu'elle s'est interrogée dès l'amont sur les différents enjeux environnementaux du territoire, qu'elle a analysé et anticipé les incidences potentielles du projet de document d'urbanisme sur l'environnement et qu'elle en a tiré les conclusions cohérentes et justifiables.

● **L'autorité environnementale**

La procédure d'évaluation environnementale fait intervenir un nouvel acteur : l'autorité compétente en matière d'environnement ou encore "autorité environnementale". Pour les documents d'urbanisme, il s'agit du Préfet de département.



● Les évolutions apportées par rapport à un document d'urbanisme "classique"

Avant la mise en place de la démarche d'évaluation environnementale par la directive européenne n° 2001/42/CE du 27 juin 2001, la loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (loi SRU) avait déjà consolidé la prise en compte de l'environnement dans les documents d'urbanisme en réaffirmant, le portage d'objectifs intrinsèques de préservation et intégration de l'environnement. Sont également imposées une analyse de l'état initial de l'environnement et une appréciation des incidences des orientations du document sur l'environnement. La notion de "démarche d'évaluation environnementale", au sens d'une intégration justifiée des préoccupations d'environnement dans les documents d'urbanisme, était donc déjà prévue par les textes.

En pratique et en droit, la démarche d'évaluation environnementale a induit des évolutions, visant à renforcer deux points : les objectifs de prise en compte de l'environnement et l'information du public. Ces évolutions se traduisent principalement par les points suivants :

- une démarche de prise en compte de l'environnement plus structurée, affirmée par un contenu de rapport de présentation étoffé qui est pensé comme une retranscription des différentes étapes de cette démarche. Ce rapport tient lieu de "rapport environnemental", c'est-à-dire de pièce contenant l'évaluation environnementale ;
- Au sein de cette démarche, des compléments d'analyse lors de l'élaboration du document d'urbanisme, notamment sur les points suivants : analyse de l'articulation avec les autres plans et programmes, analyse des perspectives d'évolution de l'environnement et des zones susceptibles d'être touchées par le plan, explicitation des choix par rapport aux

préoccupations d'environnement et au regard des autres alternatives envisagées, analyse des incidences sur le réseau Natura 2000, présentation des mesures prises pour éviter, réduite ou compenser les impacts, prévision d'un suivi du plan et de son évaluation environnementale, écriture d'un résumé non technique et explicitation de la méthode suivie ;

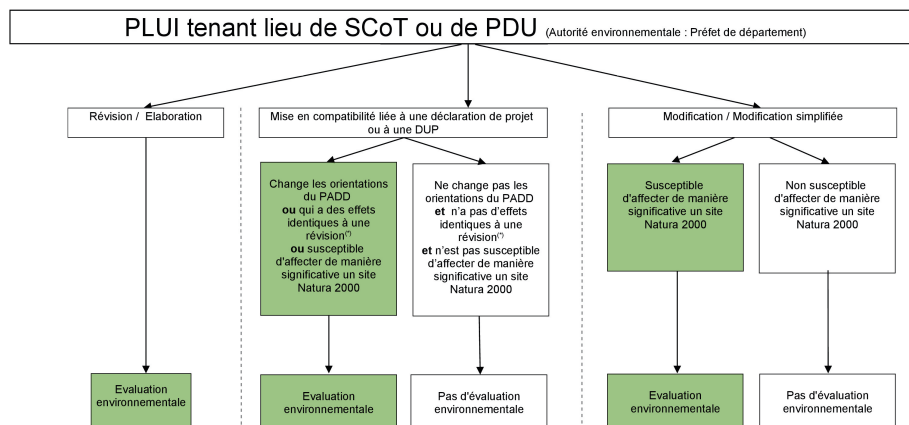
- la sollicitation obligatoire d'un avis de l'autorité environnementale et sa consultation facultative en amont (cadrage) ;
- une information du public plus complète, par la production d'un rapport de présentation étoffé et d'un avis de l'autorité environnementale disponibles lors de la consultation du public ;
- un bilan obligatoire de l'application du document d'urbanisme.

Pour les SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale), il est prévu que tous soient soumis à la démarche d'évaluation environnementale, au sens de la directive européenne n° 2001/42/CE.

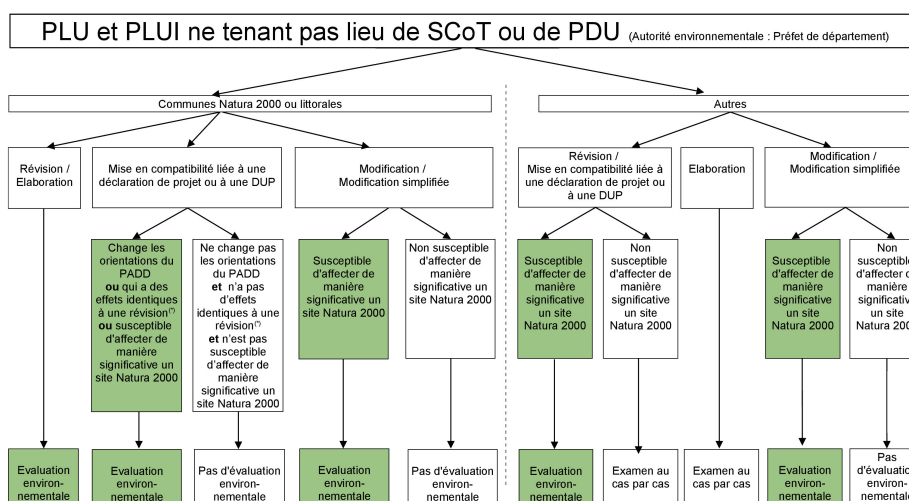
Pour les PLU (Plan Local d'Urbanisme) comme pour les cartes communales, il est prévu que seuls certains de ces documents, susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, soient soumis à cette procédure. De plus, certains d'entre eux peuvent être soumis après un examen préalable au cas par cas par l'autorité environnementale. Les PLU et cartes communales qui ne sont pas concernés par la démarche d'évaluation environnementale doivent présenter une évaluation des effets sur l'environnement "classique" définie par la loi SRU et précisée à l'article R. 123-2 du code de l'urbanisme pour les PLU et R. 124-2 pour les cartes communales.



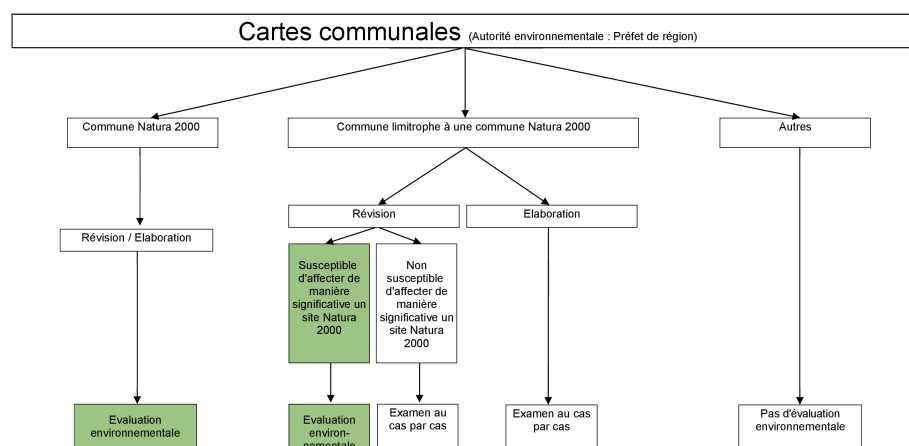
Notion de susceptibilité d'incidences significatives sur un site Natura 2000 : en pratique, s'il ne peut être assuré lors du lancement de la procédure sur la base d'éléments objectifs et en l'absence d'analyses poussées que le document d'urbanisme n'aura pas d'incidence sur un site Natura 2000 (sur le territoire ou à proximité) il est préférable de réaliser une démarche d'évaluation environnementale, comme en témoigne une jurisprudence récente de la Cour de justice des communautés européennes. Quelques exemples de points d'alerte, à adapter selon les espèces et habitats ayant conduit à la désignation du site Natura 2000 : urbanisation dans le site ou en lisière, rejets dans le site ou en amont (dans le cas d'un site lié à une vallée), règlement de zone agricole autorisant des constructions diverses (dans le cas d'un site lié à la présence d'oiseaux de plaine), règlement autorisant des affouillements et exhaussements (dans le cas d'un site de marais),...



* : Réduction d'un EBC, d'une zone A ou N, d'une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites des paysages ou des milieux naturels ou prévoyant une évolution de nature à inclure de graves risques de nuisance



* : Réduction d'un EBC, d'une zone A ou N, d'une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites des paysages ou des milieux naturels ou prévoyant une évolution de nature à inclure de graves risques de nuisance



Evaluation environnementale : "droits et devoirs" de chaque acteur

Collectivité, maître d'ouvrage	Préfet de département/région "autorité environnementale" (DREAL)	Préfet de département (DDT et autres services de l'Etat)	Public
<ul style="list-style-type: none"> - Est responsable de l'élaboration de son document d'urbanisme, ainsi que de l'évaluation environnementale de ce dernier. - Sollicite l'examen au cas par cas quand ce dernier est nécessaire - Rédige un rapport environnemental, retranscrivant les différents points de la démarche d'évaluation environnementale. - Informe et consulte le public. - Informe sur la manière dont il a été tenu compte des résultats de la consultation du public et de l'avis de l'autorité environnementale. 	<ul style="list-style-type: none"> - Peut être consulté pour avis, en amont de la démarche (cadre préalable, L. 121-12, 2^{ème} alinéa du code de l'urbanisme). - Réalise un examen au cas par cas dans les conditions de l'article R. 121-14-1 du code de l'urbanisme. - Doit être consulté pour émettre un avis sur la qualité du rapport environnemental et sur la manière dont le document d'urbanisme a pris en compte l'environnement (L.121-12 1^{er} alinéa et R. 121-15 du code de l'urbanisme). L'avis est préparé par le service régional de l'environnement (DREAL), sous l'autorité du préfet et en lien avec les services de l'Etat compétents. - Doit être informé de la manière dont il a été tenu compte de cet avis (L.121-14 du code de l'urbanisme). 	<ul style="list-style-type: none"> - Peut accompagner la collectivité dans l'élaboration du cahier des charges. - Fournit le porter à connaissance. - Est associé à l'élaboration du document d'urbanisme et fournit un appui technique à l'autorité environnementale. - Est consulté sur le projet arrêté pour l'avis de l'Etat. 	<ul style="list-style-type: none"> - Doit être informé et consulté lors de l'élaboration du document d'urbanisme. - Doit être informé de la manière dont il a été tenu compte de cette consultation, ainsi que de celle de l'autorité environnementale.

Paysage réglementaire (1^{er} janvier 2014)

		Textes relatifs ...	
		... à tous les plans/programmes dont les documents d'urbanisme	spécifiquement aux documents d'urbanisme
La référence européenne	Directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement	X	
La transposition nationale	Ordonnance n° 2004-489 du 3 juin 2004 portant transposition de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement	X	X
	Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite Grenelle 2	X	X
L'application	Décret n° 2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement (hors documents d'urbanisme)	X	
	Articles L. 122-4 à L. 122-12 et R. 122-17 à R. 122-24 du code de l'environnement	X	
	Décret n° 2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement et modifiant le code de l'urbanisme		X
	Articles L.121-10 à L.121-15, L.123-13-1 et R.121-14 à R.121-19 du code de l'urbanisme		X
La mise en oeuvre	Circulaire du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, Direction des études économiques et de l'évaluation environnementale du 12 avril 2006	X	
	Circulaire n° 2006-16 du 6 mars 2006 du Ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer relative à l'évaluation des incidences de certains documents d'urbanisme sur l'environnement		X



**Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Poitou-Charentes**



15 rue Arthur Ranc - CS 60539
86020 POITIERS cedex
Tél. 33 (0)5 49 55 63 63 - Fax. 33 (0)5 49 55 63 01
www.poitou-charentes.developpement-durable.gouv.fr

Directrice de publication : Marie-Françoise Bazerque

Rédacteur : service connaissance des territoires et évaluation
division de l'environnement et évaluation

Contact : Fabrice Pagnucco

Courriel : diee.scte.dreal-pch@developpement-durable.gouv.fr

Impression en interne